Le projet CASCADE pour des régimes alimentaires sains et équilibrés dans les cantines scolaires

Le programme des cantines scolaires du gouvernement du Bénin reçoit un appui important du projet CASCADE mis en œuvre par le consortium CARE et GAIN. Plusieurs millions de francs CFA investis par des communes du nord et du sud pour l'amélioration de la nutrition des élèves fréquentant 5709 écoles publiques à cantine. Des résultats positifs motivés par les interventions du projet CASCADE au bout de deux années d'intervention.

Des élèves d'une cantine scolaire

Au Bénin, le programme des cantines scolaires est l'un des programmes phares du gouvernement visant à offrir un repas

chaud par jour aux écoliers des établissements publics. Depuis 2018, la première initiative dénommée Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) avait pris en compte des écoles primaires publiques autrefois sans cantine scolaire. Dans un article de 2022 sur l'état d'avancement des cantines scolaires, publié sur le site officiel du gouvernement, *le budget consacré aux cantines scolaires est passé de 1,5 milliard en 2016 à 48,7 milliards de Francs CFA en 2022"*. Malgré ces investissements, les cantines scolaires semblent ne pas satisfaire la qualité nutritionnelle et sanitaire des repas chauds servis aux écoliers. Cette situation a été évoquée par les acteurs du système éducatif et demeure un souci permanent aux membres des Cadres de Concertation Communale (CCC). Le suivi des services de nutrition offerts dans les communes constitue une activité importante du projet CASCADE. A cet effet, pour améliorer les services de nutrition, le projet CASCADE en collaboration avec ses partenaires et les CCC, a identifié le service '' qualité des aliments servis par les cantines scolaires'' pour apprécier la qualité des repas dans les 20 communes d'intervention du projet. L'approche Carte Communautaire de Performance (CCP) a été utilisée pour évaluer ce service ; rappelons que la CCP est un outil participatif de redevabilité sociale pour améliorer la qualité et la performance des services offerts aux communautés avec l'implication des acteurs de prise de décision ; Eudes HOUGBENOU, Assistante du gestionnaire du projet CASCADE souligne : « ***Il a été jugé pertinent pour CASCADE de réaliser la Carte Communautaire de Performance, afin de rapprocher les bénéficiaires et les prestataires de ce service. Cela facilitera la mise en œuvre d'un mécanisme de redevabilité, essentiel pour améliorer les performances des services. ».*** A ce titre, elle a permis de recueillir les perceptions des bénéficiaires sur le service de nutrition évalué et de proposer des actions de mitigation. A Kalalé dans le département du Borgou, malgré les efforts fournis au profit des cantines scolaires, la qualité des repas servis aux enfants reste à améliorer. Un fait que confirme

Taïrou BANI KAO, Directeur de l'école primaire publique de Bessassi groupe A : ***« La difficulté que nous avons souvent, c'est une question de qualité. Les repas sont préparés sans des protéines ».***

Après le diagnostic posé par le projet CASCADE à travers la Carte Communautaire de Performance (CCP), le projet a procédé à la formation des cadres techniques des communes sur l'outil Score d'Intégration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle SISAN. A la suite de ces deux initiatives plusieurs millions ont été votés dans le budget 2024 en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). Aussi, les Plans Annuels d'investissement (PAI) et plan de Travail Annuel (PTA) 2025 ont-ils connu une amélioration importante pour la prise en compte de la SAN. Au total, dix millions ont été décaissés par le budget communal au titre de l'année 2024 pour achat d'aliments de source protéinique et distribués aux écoles à cantines. ***« Avec le projet CASCADE, le conseil communal a compris qu'il faut accompagner le programme alimentaire des cantines, et ceci, en inscrivant des lignes de nutrition dans le budget communal. Et individuellement, il y a des élus qui sortent de l'argent de leur poche pour soutenir les cantines scolaires*** » a souligné Monsieur Sidi SIAKA le deuxième adjoint au Maire de Kalalé. Cet apport du conseil communal et des élus locaux grâce au projet CASCADE a eu des effets positifs ressentis dans les assiettes des enfants. Selon Taïrou BANI KAO : ***« Le projet CASCADE a pu convaincre la mairie qui appuie depuis 2024 en condiments comme des poissons, des œufs, des épices…et nos enfants ont aujourd'hui la chance d'être bien servis et de manger un repas complet»***.

A Klouékanmè dans le département du Couffo, les soixante-quinze écoles de la commune sont également impactées positivement par les interventions du projet CASCADE. Hormis les descentes inopinées qu'organisent fréquemment les membres du comité de supervision à travers le CCC, pour analyser les conditions d'hygiène des repas destinées aux enfants dans les

cantines, c’est le conseil communal qui a appuyé les cantines avec un budget de trois millions de francs CFA. La question va au-delà d’une simple alimentation. Mais c’est un sujet qui détermine la qualité de la ressource humaine que le Bénin désire pour l’avenir. Pour Monsieur Aimé AKANDO, premier Adjoint au Maire de Klouékanmè : ***« Si on n’est pas sûr de garantir la qualité des repas à nos enfants, on n’est pas sûr non plus de garantir une bonne santé à nos enfants qui sont tenus de nous remplacer ».***

Les perspectives du projet CASCADE pour les cantines scolaires sont grandes d’ici 2026, année qui marquera la fin du projet. L’implication des Mairies, des groupements AVEC, l’Union Communale des Producteurs, des communautés et des élus dans la gestion des cantines ; la disponibilité d’eau potable dans toutes les écoles à cantines, l’adoption des bonnes pratiques d’hygiènes et la diversification alimentaire dans les écoles à cantine sont entre autres des actions que projettent CASCADE.

A travers ces différentes actions, le projet CASCADE devient un véritable appui pour la bonne nutrition des enfants dans les écoles publiques qui est une priorité pour le gouvernement béninois.

Bamidélé LAOUROU

L’ASCINB ET LES MEDIAS : LE MARIAGE PARFAIT POUR L’INTENSIFICATION DE LA

NUTRITION AU BENIN

Après son lancement officiel, le dimanche 15 octobre 2023, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (CaNPIN), enregistre déjà une forte adhésion des médias à travers une mobilisation significative.

Des hommes et femmes des médias venus des quatre coins du Bénin et réunis en atelier à Grand-Popo les 17 et 18 octobre 2023, sur l'initiative de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE.

Les Hommes des médias

L'objectif de cet atelier était de sensibiliser et de mobiliser les médias en faveur de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Au cours de ces deux jours, les participants ont été familiarisés avec les notions de base du plaidoyer et ses différentes étapes, la campagne et son déroulement. L'atelier a été un cadre pour les acteurs des médias qui ont collaboré et défini des actions concrètes à entreprendre dans le cadre de cette campagne pour la nutrition au Bénin.

L'un des points forts de l'atelier a été l'engagement des médias à soutenir activement l'ASCINB à travers son projet CASCADE pour garantir le succès de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Pour le Président de l'ASCINB, Aurélien ATIDEGLA, il est essentiel que cette campagne atteigne toutes les régions du pays, avec une attention particulière portée à la sensibilisation des jeunes filles en âge de procréer et les enfants.

C'est pourquoi, ajoute-il, les médias doivent jouer un rôle essentiel dans la diffusion de l'information, en organisant

des interviews et des débats sur des questions liées à la nutrition.

Au nom du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), Antoinette SAGBO a chaleureusement salué l'ASCINB pour son initiative. Elle a souligné que l'atelier a le mérite de renforcer les compétences des journalistes sur un sujet de grande importance comme la nutrition.

En ce qui concerne le projet CASCADE, il est mis en œuvre au Bénin dans 20 commune et vise à renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la malnutrition. Il mérite d'être mentionné que ce projet est financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

La mobilisation des acteurs étant une étape cruciale dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de la santé nutritionnelle, l'ASCINB et les médias font donc le mariage parfait pour réussir cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Coup d'envoi officiel de la Campagne nationale de Plaidoyer pour

l’Intensification de la Nutrition au Bénin

Placée sous le sceau de la Journée Internationale des Femmes Rurales, célébrée sous le thème « Les femmes rurales cultivent la bonne nourriture pour toutes et tous, » la conférence de presse consacrée au lancement officiel de la campagne nationale de plaidoyer pour l’intensification de la nutrition a eu lieu ce Dimanche 15 octobre 2023 à Cotonou.

Cette initiative portée par l’Alliance de la Société Civile pour l’Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE, visant à sensibiliser les autorités et l’opinion publique nationale et internationale sur les défis liés à la nutrition, en particulier dans les zones rurales du Bénin. Cette campagne a pour objectif principal d’influencer les politiques et stratégies actuelles et celles qui seront adoptées dans le futur fin qu’elles créent un environnement favorable pour l’atteinte des objectifs stratégiques de CASCADE.

Lancement officiel de la CaNPIN

Dans son message de lancement officiel, Aurélien ATIDEGLA, Président du Conseil d’Administration de l’ASCINB a déclaré que la campagne se veut une occasion unique de mettre en lumière le rôle essentiel des femmes rurales dans la nutrition et le développement durable. Et pour cela, explique-t-il, cette Journée Internationale des Femmes Rurales offre une plateforme exceptionnelle pour sensibiliser sur les défis auxquels sont confrontées les femmes rurales et pour plaider en faveur de politiques et programmes adaptés. Il convient de noter que l’ASCINB collabore activement avec Care International Benin Togo et Gain pour la mise en œuvre du projet CASCADE. Ce projet a pour ambition pour objectif de renforcer l’efficacité des politiques nationales de nutrition

existantes en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la contribution à la réduction de la malnutrition des femmes en âge de procréer et des enfants.

Son gestionnaire, Gisèle DENOU SABOU a au cours de la conférence de presse souligné l'importance de la synergie d'action entre les parties prenantes au plan local et l'implication du collectif des consommateurs dans la réalisation des objectifs du projet CASCADE au profit des femmes et des enfants.

De plus, selon Pascal DJOHOSSOU, Trésorier Général de l'ASCINB, au cours de cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition, des bonnes pratiques en matière de nutrition seront mises à la disposition des populations et diffusées. Ce plaidoyer tiendra compte à l'en croire de tous les enjeux actuels liés à la nutrition à savoir l'adaptation au changement climatique, l'entreprenariat et bien d'autres.

En ce qui concerne la contribution des médias, Mesmin DJEDJI, RMM/ ASCINB a pris l'engagement à travers l'ASCINB de mettre à la disposition des médias des contacts de personnes ressources déjà disponibles pour renforcer la production de riches contenus liée à la nutrition tout au long de la campagne.

La campagne, lancée ce 15 octobre 2023, s'étendra jusqu'à décembre 2026 rappelle Calixta D'Almeida, Secrétaire Générale de l'ASCINB, exprimant le souhait que les médias et les autres acteurs puissent continuer à jouer un rôle essentiel tout au long de cette période et au-delà pour atteindre les objectifs fixés.

Parlant des autres acteurs, le secteur privé préoccupe Aubierge FLENON, représentante du partenaire GAIN à cette rencontre. Elle a mis l'accent sur le rôle du secteur privé dans la production et la transformation des produits alimentaires pour les consommateurs et a souligné l'importance

de garantir que le secteur privé soit adéquatement pris en compte dans les politiques de nutrition au Bénin.

A noter que plusieurs activités sont prévues cette semaine, notamment la participation de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) à la Journée Mondiale de l'Alimentation ce 16 octobre 2023 à Savalou, ainsi qu'un atelier de sensibilisation et de mobilisation des médias pour une meilleure appropriation de la campagne par les médias et acteurs alliés.

Encore faut-il rappeler que le lancement de la campagne a été rendu possible grâce à la précieuse collaboration du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), de la Fédération Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (FENAFAB) et de la FERCAB.

Cette campagne marque le début d'une série d'activités de sensibilisation et de plaidoyers de l'ASCINB à travers le projet CASCADE, soutenu par Care International Benin Togo, le Royaume des Pays-Bas, Gain, et le gouvernement du Bénin, en faveur de la nutrition au Bénin. Elle démontre l'engagement résolu de l'ASCINB à créer un environnement favorable à la nutrition et au bien-être des femmes et des enfants dans les zones rurales du pays.

Megan Valère SOSSOU

Alerte en Afrique de l'Ouest

et Centrale : Insécurité alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente étude des Nations Unies a révélé une situation alarmante en Afrique de l'Ouest et Centrale, où l'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d'aide humanitaire.

Selon l'analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d'enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l'accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l'accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent

préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l'inflation élevée font grimper les coûts d'importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d'investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l'accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU

Lancement du Projet CASCADE : Un Pas de Géant pour la Sécurité Alimentaire au Bénin

La ville de Parakou a été le théâtre d’un événement d’importance majeure le jeudi 10 août. La phase régionale du projet « CAtalysing Strengthened policy aCtion for heAlthy Diets and resiliencE » (CASCADE) a été officiellement lancée. Cet événement intervient après le lancement inaugural du projet, le vendredi 26 mai dernier à Cotonou. Porté par le consortium CARE et GAIN, CASCADE vise à renforcer l’efficacité des politiques nationales de nutrition au Bénin, contribuant ainsi à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants.

D’un financement de 5,7 milliards de francs CFA pour le Bénin, le projet CASCADE est soutenu par le Royaume des Pays-Bas. S’étalant sur une période de 4 ans et 7 mois, il a pour objectif de promouvoir une alimentation saine pour 960 000 femmes en âge de procréer et enfants dans 20 communes réparties dans 6 départements béninois. Les départements du Couffo, de l’Ouémé, du Zou, du Borgou, de l’Alibori et de l’Atacora seront directement impactés par les actions du projet.

Au cœur des ambitions de CASCADE figurent l’amélioration de l’accès à une alimentation saine au sein des ménages, en particulier pour les femmes en âge de procréer et les enfants. Le projet vise également à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et économiques. Il s’inscrit ainsi dans une

perspective de développement durable et de lutte contre la malnutrition.

Lors du lancement du projet, le préfet du Borgou, Djibril Mama Cissé, a souligné l'importance cruciale de l'alimentation équilibrée pour le développement d'un pays. Le projet CASCADE, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, vise à éliminer la faim, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer la nutrition et à promouvoir une agriculture durable.

Le représentant du directeur pays de CARE International Bénin/Togo, Alain Trokou, a mis en exergue la persistance de la malnutrition malgré les efforts du gouvernement. Le projet est le fruit d'une prise de conscience collective, visant à optimiser les politiques nutritionnelles au Bénin. L'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas près le Bénin, To Tjoelker, a quant à elle appelé à une synergie d'actions multisectorielles pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays.

La genèse du projet CASCADE repose sur un diagnostic national de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ce diagnostic a révélé un manque de coordination multisectorielle, un faible accès aux services nutritionnels essentiels, une implication insuffisante du secteur privé et un manque de connaissances chez les femmes pour assurer une alimentation saine au sein des ménages.

Le projet englobera 11 communes du septentrion béninois, dont Malanville, Karimama, Gogounou, Banikoara, Matéri, Toucountouna, Boukoumbé, Tanguiéta, Pèrèrè, Nikki et Kalalé.

Au-delà du Bénin, le projet CASCADE est également mis en œuvre dans cinq autres pays africains : le Nigeria, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie et le Mozambique. Ce projet collectif aspire à offrir une réponse significative aux défis de la

malnutrition et de la sécurité alimentaire sur le continent.

Venance Ayébo TOSSOUKPE